

# POURQUOI L'AVENIR SERA OPEN(DATA)

LE 21 JANVIER 2011 LIBERTIC

**A partir de quand les données publiques le sont-elles vraiment ? LiberTIC présente le panorama des villes en pointes sur l'ouverture et la libération de leurs données.**

En novembre dernier, **GREEN SI** publiait un article traitant du sujet de l'ouverture des données publiques par les collectivités locales. Un paragraphe mentionnait:

« Les collectivités locales [en France] seront donc certainement plus dynamiques que l'Etat, mais je pense que seules les grandes villes auront les moyens matériels et financiers pour s'engouffrer dans cette voie. C'est pourquoi sur la période 2011-2015 je parlerai plus d'une tendance « Open City Data » qui ne concernera pas plus de 10-15 villes. »

Le postulat pour l'horizon 2015 est donc :

L'opendata ne sera appliqué que par une quinzaine d'acteurs

L'opendata ne concernera que les grandes villes

L'opendata c'est cher

Si le concept de l' « Open City Data » paraît tout à fait pertinent puisque dans les faits, ce sont bien les villes et communautés urbaines qui se sont engagées les premières dans l'ouverture des données publiques en France, il semble difficile de partager en revanche les trois points mentionnés du postulat.

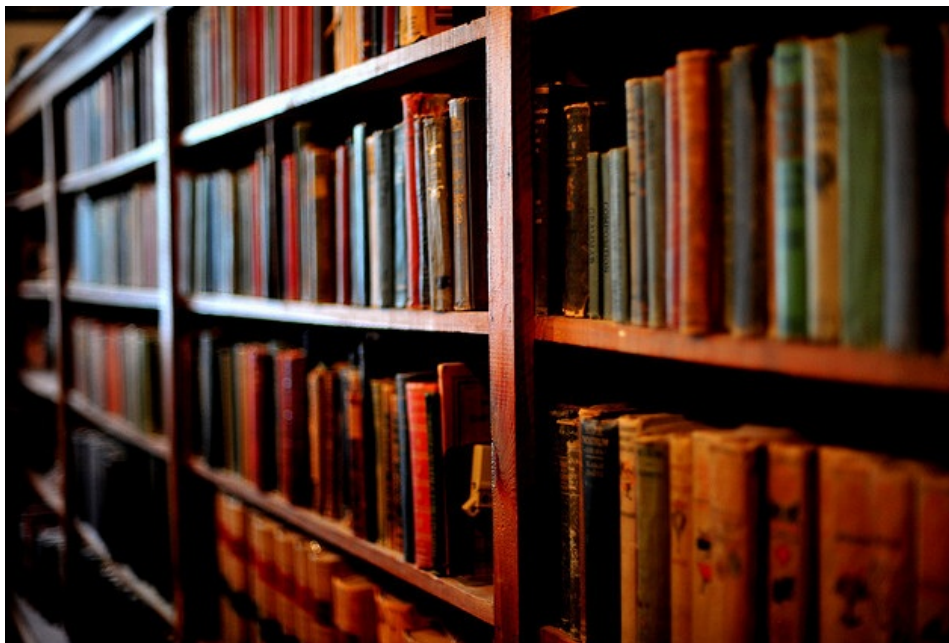
## L'opendata, 15 villes en 2015 ?

Aujourd'hui, la ville de Rennes reste la seule ville en France à posséder une plateforme de données publiques. Ce ne sera plus vrai d'ici quelques jours puisque **la ville de Paris est sur le point de lancer la sienne.**

On sait également que **les villes de Bordeaux, Montpellier, Marseille, Toulon avancent sur le sujet.**

Pour ce qui nous concerne, à Nantes, nous avons créé une plateforme citoyenne de données publiques qui est actuellement hors-ligne car nous échangeons avec la ville sur la possibilité d'un prochain lancement d'une plateforme officielle. Si la décision n'était pas prise, Nantes aura au moins une plateforme d'initiative citoyenne.

Enfin, lors des **rencontres d'Autrans**, Xavier Crouan (Monsieur Opendata Rennes) avait cité Le Havre dans les villes en cours de réflexion sur le sujet. A cette même occasion, l'adjointe au Maire de Saint-Maur, Madame Pascale Luciani-Boyer, avait annoncé une étude de la ville sur le sujet.



D'ici fin 2011, il pourrait donc y avoir ces 9 villes impliquées dans l'opendata. Mais le mouvement ne cesse de s'accélérer.

En juin 2010, 7 pays étaient impliqués dans l'opendata. Six mois plus tard, ils sont 12 **selon Datagov** (qui ne répertorie même pas la France). Et lorsque l'on voit la vitesse de diffusion du mouvement, il est fort probable que les initiatives françaises suivent la même courbe de développement.

*NdA : preuve de l'intérêt croissant de l'opendata en France :*

Lorsque nous avons commencé à veiller sur l'opendata début 2010, nous faisons le tour des articles en deux heures par semaine, avec des sujets à 90% anglosaxons. Aujourd'hui, il nous faut une journée entière de traitement par semaine, avec à la louche 50% d'articles anglosaxons, 30% d'articles français et 20% d'articles internationaux.

## L'opendata, une histoire de villes ?

Nous l'avons évoqué la semaine dernière, l'opendata n'est plus l'apanage des villes: **le Conseil Général de l'Isère a annoncé son intérêt pour l'ouverture**. L'association des départements de France organisant des journées de sensibilisation sur le sujet, il est fort probable que d'autres Conseils Généraux suivent cette voie et les Régions pourraient emboîter le pas. Les exemples étrangers démontrent d'ailleurs le développement des plateformes complémentaires par niveau: Ville, Etat/Région, Nation.

## L'opendata, trop cher ?

Xavier Crouan était intervenu à **l'évènement que nous avons organisé dans le cadre de la journée internationale de l'opendata**. Lors de sa présentation, il avait évoqué la question des coûts de l'ouverture.

A ce jour, l'enveloppe globale de l'ouverture sur Rennes se porte à 100 000€. Le budget se répartit comme suit :

50 000 € dans le financement du concours d'applications (partenaires)

30 000 € pour le développement du site et les frais de communication

20 000 € pour l'évaluation

Des partenaires financent 80% de ce montant global (Région Bretagne, Caisse des Dépôts, Kéolis, Ouest France...).

Finalement, Rennes Métropole aura déboursé 20 000 € de sa poche, ce qui paraît tout à fait abordable.

Attention, ceci ne comptabilise pas le temps passé sur le projet, ni le temps des suivis de services, à savoir qu'une personne y travaille à temps complet avec un prestataire externe. Mais même en rajoutant le coût de la main d'œuvre, l'opération reste particulièrement intéressante pour la collectivité grâce aux retours sur investissement.



A ce jour, 17 applications ont été créées pour Rennes. Si on part sur une moyenne de 20 000€ l'application, Rennes aurait actuellement un retour sur investissement de plus de 300%.

En bref, les villes françaises qui voudraient s'investir aujourd'hui dans l'opendata peuvent récupérer des plateformes de données libres et elles n'auraient plus qu'à créer un poste en interne et développer une API. Cet investissement semble largement abordable, même pour les petits budgets.

En France, l'intérêt de la ville de Saint-Maur pourrait en être une preuve. Aux Etats-Unis, les villes d'**Ann arbor** ou **Arvada**. démontrent qu'il ne s'agit pas d'une question d'envergure. L'opendata est une procédure accessible à tous.

Dernier point, c'est justement parce que le budget des collectivités est de plus en plus serré qu'elles avancent sur l'opendata qui est source d'efficacité et d'économies par l'externalisation de services.

## En conclusion

L'opendata sera probablement appliqué par des villes, des CG et des régions dès 2012

L'opendata concernera tous types de villes, grandes et petites

L'opendata est financièrement accessible

—

**Article initialement publié sur le site LiberTIC.com**

Crédit photo Flickr CC : **Werner Kunz / Kamal H / Pkabz /**

### FRÉDÉRIC CHARLES

le 22 janvier 2011 - 12:31 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Rendez vous dans un an pour un bilan et apprécier la tendance!  
Pendant sans attendre et concernant les coûts ("c'est cher") je pense qu'il faut intégrer dans l'équation les coûts de mise à disposition récurrents qui sont aujourd'hui faible car il y a peu de flux. Et pas uniquement les coûts de promotion. Car une fois les services en place il faut continuer à les alimenter 24/24 7/7 ce qui n'est peut être pas l'objectif actuel de ceux qui les produisent.  
Les coûts de support ne sont pas intégrés non plus, or il y aura un support croissant avec une ré-utilisation croissante des flux.  
Maintenant a titre personnel, vivant dans une ville de 14000 habitants, je ne demande qu'à me tromper et bénéficier de ces services... mais elle n'est même pas dans la liste des villes 2011 ayant obtenu le label Internet  
A bientôt*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### 3 pings

Les tweets qui mentionnent Pourquoi l'avenir sera open(data) » Article » OWNI, Digital Journalism -- Topsy.com le 21 janvier 2011 - 18:55

*[...] Ce billet était mentionné sur Twitter par Stéphane Bayle, Thomas D., Radio Prun', Delphine L, Owni et des autres. Owni a dit: [#owni] Pourquoi l'avenir sera open(data) <http://goo.gl/fb/ynLR0> [...]*

Nantes inaugure sa Cantine ! » Article » OWNI\_Live! le 4 février 2011 - 15:30

*[...] Cette inauguration a aussi été l'occasion pour Jean Marc Ayrault d'annoncer l'ouverture des données de la Ville de Nantes, demandée depuis quelques temps par l'association nantaise LiberTIC, qui se demandait dernièrement "Pourquoi l'avenir sera OpenData". [...]*

De l'intérêt de "libérer" les données publiques « Les élucubrations d'Hugo le 2 avril 2012 - 19:09

*[...] prévient : «cela nécessite du temps, de la compétence et de l'argent » ainsi qu'un minimum de pédagogie, «car tout ce qui permet au citoyen, habitant ou usager de s'approprier son territoire effraie [...]*

